

LE GOUVERNEMENT TRAVAILLISTE ANGLAIS...

Depuis quinze mois, l'Angleterre est dirigée par un gouvernement travailliste qui prétend représenter la classe ouvrière et qui a bénéficié d'une nette majorité parlementaire, si bien que son activité législative n'a rencontré aucune opposition effective. Il est évident que ce soi-disant gouvernement des travailleurs aurait déjà eu le temps d'amener quelque amélioration dans les conditions de vie des ouvriers et d'attaquer réellement le capitalisme sur des points précis, s'il l'avait voulu. En fait, la situation des classes laborieuses est plus dure qu'avant l'entrée en fonction du gouvernement travailliste; les capitalistes au contraire sont si satisfaits, que la *Cité* prête de l'argent au gouvernement à un intérêt beaucoup plus bas que par le passé.

En réalité, toute l'action du «Labour Government» a montré chaque jour qu'il agit, non en faveur des travailleurs mais en faveur de la classe dirigeante, qui n'a pas tardé à s'assimiler les chefs des Trade-Unions et du Parti,

Voyons d'abord la situation au point de vue de l'exploité. D'une façon générale, la situation est pire qu'elle ne l'était pendant la guerre. Les heures supplémentaires ayant été supprimées dans de nombreuses industries, les revenus ont baissé malgré certaines augmentations des salaires. La paye hebdomadaire moyenne dans l'industrie est d'environ cinq livres (2.400 francs) mais dans certaines industries elle est de beaucoup inférieure. Dans l'industrie textile, par exemple, les salaires varient entre moins de trois livres (1.400 fr.) par semaine pour les tisseurs de lin, et environ quatre livres (1.900 fr.) pour les tisseurs de coton; dans l'industrie du vêtement, le salaire moyen est de 3 livres 9 shillings (1.600 francs par semaine). A ces chiffres ont peut opposer le coût de la vie, si élevé qu'il est impossible pour une famille de trois personnes de vivre pour moins de 7 livres (3.500 francs) par semaine. En effet les loyers et frais de transport sont beaucoup plus élevés en Angleterre qu'en France. Or, seuls un petit nombre de techniciens capables et d'agents de maîtrise reçoit des salaires dépassant ce minimum vital.

Le ravitaillement est en général pire qu'il ne l'a été pendant la plus grande partie de la guerre. Tous les aliments de première nécessité sont rationnés, exception faite des fruits et des légumes vendus à des prix exorbitants. Le tabac est assez abondant, mais le vin est très cher, le prix minimum d'une bouteille de vin ordinaire d'Algérie est d'environ deux cents francs. Les vêtements sont si strictement rationnés et le prix d'un costume a augmenté de 30% dans le cours de la dernière année.

Le problème du logement n'est nullement résolu. Il faudrait au moins trois millions de maisons pour assurer à tous un logis à peu près convenable; le gouvernement n'a pas fait grand'chose pour parer à ce besoin. Ce n'est qu'après le grand mouvement des «*Squatters*» (quand des milliers de familles sans toit, utilisant l'action directe, occupèrent des camps militaires désaffectés) que le gouvernement a jugé bon de rendre à l'usage civil des milliers de baraquements, de maisons, d'immeubles locatifs qui avaient été évacués, après avoir été utilisés dans des buts militaires. D'ailleurs ces moyens de fortune ne fournissent pas une habitation convenable; au rythme actuel, la plupart des sans-toit seront dans la tombe avant que le gouvernement ne leur ait fourni des maisons confortables. De plus les loyers, en Angleterre et plus particulièrement à Londres, sont très élevés. Un travailleur payé souvent 1.000 francs par semaine, et parfois plus pour un appartement ou un pavillon souvent très modeste; ceci ne laisse qu'une marge bien étroite sur son salaire pour lui assurer la nourriture et l'achat des vêtements.

Par surcroit, le travailleur anglais perd de plus en plus sa liberté, ou plutôt ne parvient pas à la regagner. Dans beaucoup d'industries subsistent les obstacles opposés, en temps de guerre, aux travailleurs qui vou-

laient changer d'emploi; et le nouveau système d'assurances sociales, dont en ne peut bénéficier qu'après une longue période de travail ininterrompu, contribue à river l'ouvrier à sa tâche. La militarisation du travail va devenir permanente, en temps de paix, pour la première fois en Angleterre.

Les Trade-unions font eux aussi de leur mieux pour assujettir les travailleurs, en pleine coopération avec l'État et les employeurs, ils veulent actuellement faire accepter le principe de l'*«union shop»*, qui signifie que tout travailleur doit appartenir à un syndicat officiel, et que n'importe quelle organisation ouvrière révolutionnaire sera soumise à la persécution combinée des employeurs et des chefs syndicaux. Le *«London Passenger Transport Board»* est le théâtre de cette première offensive contre le droit de tout ouvrier d'adhérer à l'organisation de son choix; les employeurs y participent de leur mieux, en renvoyant des centaines d'hommes qui refusaient de se subordonner aux syndicats réformistes.

Entre temps, au Congrès des Trade-Unions, se déclencha une attaque concertée de Lord Citrine et autres pairs *«de la classe ouvrière»*, chevaliers et seigneurs de la Banque d'Angleterre, et qui tous ont la prétention de représenter le prolétariat. Ils s'en prirent au droit de grève et aux anciennes garanties de sécurité que les ouvriers avaient obtenues par des années de lutte. Ils exhortaient les syndiqués à redoubler d'efforts au travail, à collaborer avec leurs employeurs dans les conseils mixtes de production, à rester les fidèles sujets de leurs contremaîtres syndicaux. Dans les huit jours qui suivirent, d'importantes grèves se chargèrent de montrer à quel point le congrès exprimait peu les vues du simple travailleur.

En somme, les ouvriers n'ont guère retiré de l'expérience travailliste qu'un surcroît de contrainte et de réglementations; par contre, les capitalistes font preuve d'un secret contentement. Chaque fois qu'on nationalise une série d'entreprises, les propriétaires se livrent à une protestation pour la forme, et le parti conservateur fait un peu de bruit, afin de justifier son existence. Mais la nationalisation s'accomplit toujours sans heurt, et les capitalistes s'y associent de bon gré. Cela est compréhensible; les grands patrons ne perdent rien à cette opération. En fait, ils trouvent même sans doute un certain profit aux nationalisations que pratique le gouvernement travailliste anglais. Tous les administrateur en activité, tous les membres de la direction, conservent leur place dans les nouveaux organes institués par le gouvernement; ils cessent d'être les propriétaires des usines mais en restent les possesseurs effectifs, conservant leur pouvoir directorial et touchant des appointements élevés. D'autre part, les porteurs de titres sont indemnisés par de généreuses distributions de valeurs d'État à intérêt fixe; aussi leurs revenus sont désormais garantis contre les fluctuations économiques dont les actionnaires avaient souffert avant la guerre.

Grands financiers et petits rentiers, tous empochent quelque chose en l'occurrence; en même temps les bureaucrates du *«service civil»* et les bonzes syndicaux voient s'enfler leur puissance et leurs traitements. Seuls, les ouvriers, assurés de rester toujours au bas de la pyramide sociale, ne tirent aucun avantage du nouvel ordre social - constitué par la collaboration de l'État, des syndicats et des employeurs - que le pré-tendu *«gouvernement ouvrier»* édifie sur leur dos.

George WOODCOCK.
